

Zeitschrift: Le conteur vaudois : journal de la Suisse romande
Band: 23 (1885)
Heft: 28

Artikel: Une fête d'agriculture à Begnins en 1788 : rois-agriculteurs et rois-pasteurs
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-188793>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CONTEUR VAUDOIS

JOURNAL DE LA SUISSE ROMANDE

Paraissant tous les samedis.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
 SUISSE : un an . . . 4 fr. 50
 six mois . . . 2 fr. 50
 ÉTRANGER : un an . . 7 fr. 20

On peut s'abonner aux Bureaux des Postes ; — au magasin
 MONNET, rue Pépinet, maison Vincent, à Lausanne ; — ou en
 s'adressant par écrit à la *Rédaction du Conteur vaudois*. —
 Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

PRIX DES ANNONCES
 du Canton 15 c. } la ligne ou
 de la Suisse 20 c. } son espace.
 de l'Étranger 25 c. }

Une fête d'agriculture à Begnins en 1788.

Rois-agriculteurs et rois-pasteurs

Nous trouvons dans un journal publié à Lausanne, vers la fin du siècle dernier, par le professeur Lanteires, cette curieuse relation d'une fête donnée aux agriculteurs de Begnins, en 1788, par le Seigneur de ce village :

« Dans plusieurs villages du Pays-de-Vaud, le Souverain a autorisé des sociétés militaires de paysans, commandées par les Notables. Le Seigneur de Begnins avait mis son fils à la tête de la sienne, et, chaque année, sous ses yeux, les meilleurs tireurs obtenaient des prix. Le jeune chef, sans changer cet ordre, a cru pouvoir en doubler les fruits, en rendant utile à l'agriculture un corps purement militaire. En conséquence, des prix ont été proposés à ceux qui, dans un terrain donné, cultiveraient le mieux une plante utile ; et à l'avenir, chaque année, le paysan le plus laborieux et le plus sage sera couronné sous l'heureux nom de *Roi-agriculteur*.

Le 27 septembre 1788, était le jour désigné pour la première fête. Depuis un an, le fondateur avait donné, pour objets de prix, le chanvre et la racine d'abondance. Trois témoins, chargés d'assister aux opérations jusqu'à la récolte, lui avaient fait leur rapport ; et pour rendre plus solennelle cette fête, on l'avait fixée le même jour que devait se célébrer la fête militaire.

Dès le matin, tous les paysans rassemblés au son du tambour, se rendent en uniforme à la place d'armes, tirent sous les yeux de leur chef, reçoivent les prix militaires, et sont invités à revenir le soir à 2 heures, moment fixé pour la fête agricole.

Ils reparassent avant l'heure assignée, et sont introduits, avec la musique, dans les jardins du château. Là, s'élevait un trône de verdure auquel la sœur du jeune chef avait travaillé de ses propres mains, et qui avait été construit le matin même. Le seigneur et sa femme y étaient assis, et autour d'eux était la foule de ceux qu'avait attirés la cérémonie. Le jeune commandant s'avance à la tête de sa troupe, et vient jusqu'au pied du trône, remercier ses respectables parents de l'encouragement qu'ils ont donné à la société naissante, et les féliciter de ses premiers succès. En même temps, il leur présente *Salomon Belet*, père de famille estimé, qui, par la culture du chanvre, a mérité le premier prix et le titre de *Roi-agriculteur*. *Salomon* s'avance avec émotion ;

la femme du seigneur lui met la couronne sur la tête. Cette couronne, qui accompagne un don de sept mesures de froment, est un cercle léger et nuancé en vert, de ce métal véritablement précieux qui sert à sillonner la terre. Deux épis de blé la surmontent et deux rubans qui en descendent portent le nom du Roi, la date de la fête, et ces mots : *La peine récompensée*. — *Christinet*, jeune marié, qui a obtenu le prix de la racine d'abondance, s'avance à son tour et reçoit un jeton d'argent et trois mesures de blé. Le second prix était donné par un ami du chef, qui, animé du même esprit que lui, est entré dans toutes ses vues, et l'a secondé avec une ardeur digne des plus grands éloges.

Alors le Seigneur descend de son trône, se mêle à ses vassaux et les reconduit. Le *Roi agriculteur* est à leur tête, entre ce Seigneur et un ami intime de son fils. Dans ce moment, un officier Français, que le hasard a conduit à la file, reconnaît dans le nouveau Roi un de ses anciens soldats, qui a servi douze ans sous lui, et dont il a été très content. Il prend plaisir à marcher à sa suite ; et *Christinet*, au second rang, chemine entre ce militaire et le fils d'un Seigneur voisin. La troupe et la musique suivent et on arrive bientôt à la chaumière du roi. Une collation rustique en sort et on boit à sa santé. Enfin, la troupe se prépare à lui faire ses adieux : mais il ne peut se séparer de ses anciens camarades. « Non, dit-il, je n'ai point perdu ma place, » et il se confond avec eux. A ces mots, on l'embrasse de nouveau et l'on fait avec lui le tour du village.

Parvenue au château, la troupe boit à la santé du Seigneur et de sa famille. Il n'y a plus alors qu'une effusion de tous les cœurs. Un bal au château termina la fête ; à dix heures du soir, tout le monde se retira, et tout fut tranquille à l'instant, quoiqu'on fût en automne et dans un pays de vignoble.

Pour perfectionner les diverses branches de l'économie rurale, l'objet des prix doit changer chaque année. Des experts suivent les ouvrages depuis le moment des sematures jusqu'à celui de la récolte, et c'est sur leur rapport qu'on adjuge les prix. »

Quelques semaines plus tard, le même journal publiait la lettre suivante :

La Forclaz, paroisse d'Ormont-dessus,
28 octobre 1789.

« Nous avons lu avec le plus grand plaisir et le plus vif intérêt, la relation que vous avez publiée

d'une fête d'agriculture où est élu un *Roi-agriculteur*, et nous verrions avec reconnaissance que vous voulussiez bien y faire mention aussi de notre *Roi-pasteur*.

Dès que nous sommes arrivés sur les montagnes qui servent de pâturages d'été, nous procédons à son élection, et la pluralité des suffrages détermine notre choix. L'intrigue, les factions, d'immenses richesses n'ont jamais porté un de nos bergers sur le trône. Ordinairement, celui de nous qui parvient à ce degré éminent d'élevation est celui qui s'est distingué en délivrant la société de ses plus redoutables ennemis, comme d'un loup, d'un ours ou d'autres êtres aussi insociables, et qui a témoigné le plus d'humanité envers les animaux utiles soumis à ses soins, à sa direction. Rien n'est plus imposant, rien n'est plus auguste à nos yeux que la cérémonie qui a lieu lorsqu'il doit porter un jugement, rien ne nous paraît plus sacré et plus respectable que l'exacte exécution de sa sentence. Assis sur un vieux tronc de bois, sous l'arbre le plus grand et le plus antique de notre montagne, ayant à la main un gros bâton noueux qui lui sert de sceptre, et revêtu, orné de la peau de l'animal qu'il a tué, laquelle lui sert de manteau royal, il exerce despotiquement, mais jusqu'à présent toujours avec sagesse, son autorité sur le berger qui s'est livré à des jurements, à des excès qui troublent l'ordre et l'harmonie de notre société; sur celui qui a maltraité ses vaches ou quelqu'autre des bêtes dont il doit être le gardien et le protecteur.

Nous avons l'honneur d'être, etc. »

Le mur Guilloutet.

Payerne, le 8 juillet 1885.

Monsieur le Rédacteur,

Vous m'obligerez en voulant bien poser, dans votre prochain numéro, cette question : Qu'est-ce que le *mur Guilloutet*? Cette locution proverbiale revient sans cesse dans les journaux (voir *Gazette* du 6 courant, article *France*), et je suis persuadé que de nombreuses personnes désirent, comme moi, en connaître le sens exact.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations bien cordiales.

P. GALLANDAT.

Voici l'explication demandée par notre correspondant :

Guilloutet est un ancien député au Corps législatif français, qui, dans la discussion de la loi sur la presse en 1868, proposa un amendement interdisant aux journaux de s'occuper des faits de la vie privée de qui que ce soit. Cet amendement adopte devint l'article 11 de la loi, et donna tout à coup une notoriété inattendue au nom de M. Guilloutet. Il fut une source intarissable de plaisanteries, de critiques et devint même le thème de plusieurs vaudevilles. Dès lors, le *mur Guilloutet*, par allusion au « mur de la vie privée », comme ce député appelait le secret des ménages, passa à l'état de locution proverbiale.

Une bourse inépuisable.

A la suite des désastres de l'Empire, la France républicaine a payé aux Allemands 5 milliards d'indemnité de guerre.

Elle a remboursé avec les propres ressources de son budget ordinaire près de 1500 millions empruntés à la Banque de France pendant la funeste période de 1870-1871.

Elle a reconstitué de fond en comble le matériel et les approvisionnements de ses armées de terre et de mer.

Elle a couvert de forteresses et de travaux de défense ses frontières de l'Est.

Elle est condamnée à entretenir et elle entretient la plus formidable armée que jamais elle ait eu en temps de paix.

Elle rembourse par des annuités de 30 millions environ, aux départements, aux villes et aux communes, une forte part des contributions extraordinaires et des dommages résultant de la guerre, ainsi que les avances faites pour le casernement.

Elle paie à la Compagnie des chemins de fer de l'Est, pendant toute la durée de la concession, une annuité de 20,500,000 francs pour dommages de guerre et cession des droits de la Compagnie sur les lignes situées dans les territoires cédés à l'Allemagne, — annuité énorme qui n'a été compensée que par une diminution de 325 millions sur les 5 milliards payés aux Allemands.

Elle paie et paiera jusqu'en 1914 une annuité de 17,300,000 francs pour solde de l'emprunt Morgan, contracté pour le service de la défense nationale.

Enfin les pensions militaires des armées de terre et de mer, qui n'étaient en 1869 que de 64,500,000 francs, s'élèvent aujourd'hui à près de 114 millions!

Indépendamment de ces énormes charges, — conséquence immédiate et directe de la catastrophe impériale. — la France républicaine doit faire face aux arrérages des emprunts contractés sous les régimes antérieurs, ainsi qu'à ceux des découverts du Trésor, soldés par la dette flottante.

On hommo d'économie.

L'est on boun'affèrè què d'étrè meinadzi; et cein vaut bin dè mi què d'étrè rupian; mà po que cein aulè bin pertot, faut qu'on aussè po no governâ sâi ào fédérât, sâi ào cantonat, sâi ào comunat, dâi ci-toyeins qu'aussont on bocon couson dâi z'impoû et que ne dispeinséyont pas l'ardzeint qu'on payè ào receviào po dâi folerà.

Eh bin, la coumouna dè B... a lo bounheu d'avâi dein la municipalità on hommo dè cllia sorta, qu'arrètè franc-k-et net sè collégues quand l'est que peinsè que vont trào liein rappoo à l'ardzeint.

Lo coset generat dè B... avâi décidâ dè fèrè cau-quiés reparachons à la pinta dè coumon, qu'ein avâi grand fauta. Quand don lè maçons eurent reimbotsi lè mourets, que lo tatèret eut retenu lo tâi et que lo menuisier eut rabistoquâ lè portès et passâ ein cou-leu lè contréveints, m'einlèvine se la maison n'étâi pas asse galéza que la carrâie à l'assesseu. Assebin